

# **LES JEUNES DANS LA GALERE, LES VIEUX DANS LA MISERE**

## **UNE POLITIQUE AU SERVICE DU CAPITAL**

Les aides publiques aux entreprises, accordées au nom de l'emploi, se sont élevées à 24 milliards d'euros en 2004, une somme jamais atteinte jusque là! Les dividendes versées par les grosses entreprises du CAC 40 à leurs actionnaires ont battu des records en 2005: 30 milliards d'euros distribués; un bon de près de 20 % par rapport à 2004!

Et pendant ce temps là, le pouvoir d'achat du salaire moyen a baissé de 0,4%; un million de travailleurs vivent au dessous du seuil de pauvreté; dans 55 branches professionnelles sur 84, les minima salariaux sont inférieurs au SMIC; un salarié à temps plein sur deux gagne moins de 1400 euros par mois; le chômage s'accroît; discriminations à l'embauche, inégalités sociales, précarité n'ont jamais été aussi criantes depuis plus de 60 ans!

## **LES REMEDES DU "BON" DOCTEUR VILLEPIN, C'EST:**

- le CNE, jetable, pour les salariés des entreprises de moins de 20 salariés,
- le CPE, jetable, pour les moins de 26 ans,
- les "emplois vieux", avec un CDD de 18 mois renouvelable pour les travailleurs de plus de 57 ans

Villepin, hussard du patronat, persiste: Maintien coûte que coûte du CPE, mesures dérisoires pour apaiser la mobilisation de la jeunesse. Pour le Gouvernement, le véritable objectif, c'est la remise en cause de tout le Droit du travail; c'est la mise à bas de plus d'un siècle de conquêtes sociales arrachées par les luttes des travailleurs.

**La Droite et le MEDEF nous contruisent, jour après jour, un monde en guerre, jeunes contre vieux, CDI contre précaires, public contre privé, français contre étrangers, avec papiers contre sans papiers...**

**Notre réponse c'est la mobilisation sociale et politique,  
unitaire, car un coup d'arrêt est possible et nécessaire.**

Il est possible car cette majorité est affaiblie, parce que nous sommes des millions, et que nous savons que nous pouvons gagner. Il est nécessaire car le CNE et le CPE sont des armes de destruction sociale massive.

Faire reculer le Gouvernement et le MEDEF aujourd'hui, c'est un enjeu d'un combat plus global, contre les discriminations, pour le partage des richesses, pour la baisse du temps de travail, pour un nouveau modèle de développement.

**le CPE n'est ni négociable ni amendable.**

**DE CETTE SOCIETE LA,  
ON N'EN VEUT PAS**